



UN ADVERSAIRE VAINCU

Jusqu'où ira le président Ndayishimiye ?

L'Initiative pour les droits humains au Burundi

UN ADVERSAIRE VAINCU

Jusqu' où ira le président Ndayishimiye ?

Septembre 2023



QU'EST-CE QUE L'INITIATIVE POUR LES DROITS HUMAINS AU BURUNDI ?

L'Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB) est un projet indépendant, qui vise à documenter l'évolution de la situation des droits humains au Burundi. L'IDHB cherche à révéler les causes des violations des droits humains, en vue d'établir une base de données précises et fiables qui aidera à rendre justice aux Burundais et à rétablir le respect des droits humains.

Les publications de l'IDHB analysent également le contexte politique et social dans lequel ces violations se produisent, afin de fournir une compréhension plus approfondie et plus nuancée des tendances des droits humains au Burundi.

L'IDHB n'a aucune affiliation politique. Ses enquêtes portent sur les violations des droits humains commises par le gouvernement burundais, ainsi que sur les abus perpétrés par des groupes d'opposition armés.

L'IDHB accueille volontiers des commentaires sur ses publications, ainsi que de plus amples informations sur la situation des droits humains au Burundi. Veuillez écrire à l'adresse suivante : contact@burundihri.org ou +1 267 896 3399 (WhatsApp). Des informations supplémentaires sont disponibles sur le site burundihri.org ou sur Twitter : twitter.com/@BHRI_IDHB.

TABLE DES MATIÈRES

1.	Comment tombent les puissants	4
	Méthodologie	5
2.	L'importance de l'arrestation de Bunyoni sur le plan politique et des droits humains	5
	Les droits humains ne font pas partie de l'équation	6
	Des hommes de main et collaborateurs de Bunyoni arrêtés	9
	Le cercle des « généraux » se rétrécit	11
	L'impondérable à la tête du parti : Révérien Ndikuriyo	14
	Cultiver une nouvelle génération de loyalistes	16
3.	« <i>On se rend au plus fort</i> »	19
	Réactions parmi les membres du CNDD-FDD	19
	Réactions au sein des forces de sécurité	21
4.	Les <i>Imbonerakure</i> : une arme imprévisible dans l'arsenal du CNDD-FDD	22
5.	Crise au sein du CNL	25
6.	Un avenir incertain : Ndayishimiye réussira-t-il à consolider sa position ?	29

1. Comment tombent les puissants

Le 21 avril 2023, le président Évariste Ndayishimiye a fait une chose qui semblait autrefois inconcevable : il a ordonné l'arrestation de son ancien Premier ministre, Alain Guillaume Bunyoni.

Bunyoni, un ancien combattant rebelle devenu policier puis homme politique de haut rang, était un incontournable de la scène politique au Burundi depuis l'arrivée au pouvoir en 2005 de l'actuel parti au pouvoir. Connu pour sa richesse ostentatoire et son rôle dans la planification de meurtres et d'autres attaques contre les personnes qui se mettaient en travers de son chemin, il semblait presque intouchable. La plupart des Burundais n'auraient jamais imaginé qu'il finirait en prison.

Mais l'arrogance et la richesse de Bunyoni l'ont éloigné de nombreux membres influents du parti au pouvoir, le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD). Alors que Bunyoni était une figure majeure du milieu politique, notamment sous le prédécesseur de Ndayishimiye, Pierre Nkurunziza, décédé en 2020, le président Ndayishimiye l'avait progressivement marginalisé et l'avait démis du poste de Premier ministre en septembre 2022. Jusqu'alors, il avait toléré l'ego et le comportement obstructif de Bunyoni. Mais en 2023, lorsque des rumeurs ont commencé à circuler selon lesquelles Bunyoni aurait pu être en train de préparer un coup d'État contre lui, une ligne a été franchie. Ndayishimiye avait alors déjà soigneusement nommé des responsables politiques et de la sécurité loyaux au sein des principales institutions nationales, lui donnant ainsi la confiance et le soutien dont il avait besoin pour arrêter son ennemi juré.

Avec l'arrestation de Bunyoni, Ndayishimiye a semblé redessiner la carte du pouvoir politique au sein du CNDD-FDD. En organisant la chute de Bunyoni et en persuadant suffisamment de hauts responsables du parti de soutenir sa stratégie, il a renforcé une tendance de longue date du CNDD-FDD : lorsque le vent se retourne contre vous, peu importe qui vous êtes, vous risquez de vous retrouver en prison, en exil, ou privé de toute influence.

Deux des collaborateurs de Bunyoni – le policier Désiré Uwamahoro et l'agent du service de renseignement Samuel Destino Bapfumukeko, qui ont aussi commis de nombreuses violations graves des droits humains – ont également été arrêtés.

L'arrestation de Bunyoni a mis en lumière les dynamiques changeantes au sein du CNDD-FDD et a souligné la volonté de Ndayishimiye d'agir de manière décisive contre les opposants au sein de son parti. En moins de trois ans, il a rompu avec certaines pratiques du CNDD-FDD et fait ce pour quoi beaucoup le pensaient trop faible. Il a écarté, limogé ou redéployé certains généraux et autres partisans de la ligne dure, placé des personnes qui lui étaient fidèles à des postes clés et réduit progressivement l'influence de ceux qu'il percevait comme des menaces ou des alliés peu fiables.

Malgré cette nouvelle démonstration de force, Ndayishimiye a pris soin de ne pas franchir certaines limites. Il n'a pas purgé le parti de tous ses opposants potentiels et a permis à certains membres de

la vieille garde de conserver des postes élevés au sein du gouvernement. Pourtant, certains partisans de la ligne dure au sein du CNDD-FDD, qui pourraient voir leur pouvoir décliner, sont mécontents de ses dernières initiatives, et même s'ils ne semblent pas actuellement constituer une menace pour lui, cela pourrait rapidement changer.

Ce rapport explore l'importance de l'arrestation de Bunyoni et son impact possible sur la dynamique au sein du CNDD-FDD, sur la position du président Ndayishimiye et sur l'orientation politique future du Burundi. Il examine si ces évolutions, ainsi que d'autres, pourraient aboutir à des réformes tant attendues en matière de droits humains ou simplement conduire à un réalignement au sommet de la hiérarchie politique, avec un statu quo en termes de répression politique et de réduction au silence des voix dissidentes. Le rapport souligne également les conséquences probables des troubles au sein du principal parti d'opposition, le Congrès national pour la liberté (CNL), en particulier à l'approche des élections législatives de 2025.

Méthodologie

Les informations et analyses contenues dans ce rapport sont basées sur des informations provenant de diverses sources dans différentes provinces du Burundi, notamment de membres du CNDD-FDD et du CNL, de membres des forces de sécurité et de Burundais sans affiliation politique. L'Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB) a également interrogé d'anciens membres du gouvernement et de partis politiques en exil.

L'IDHB a écrit au président Ndayishimiye, au ministre de l'Intérieur, du développement communautaire et de la sécurité publique, Martin Niteretse, au procureur général de la République, Léonard Manirakiza, et au secrétaire général du CNDD-FDD, Révérien Ndikuriyo, avant de publier ce rapport, en vue d'intégrer leurs réponses. Aucun d'eux n'a répondu.

Les principaux événements décrits dans ce rapport ont déclenché de nombreuses rumeurs et spéculations au Burundi, dont beaucoup se sont révélées impossibles à vérifier. Les informations sur l'évolution de la dynamique au sein du CNDD-FDD et sur les intentions du président sont réservées à un cercle restreint. De nombreux responsables du CNDD-FDD et du gouvernement sont réticents à exprimer ouvertement leurs opinions, même plusieurs mois après l'arrestation de Bunyoni.

2. L'importance de l'arrestation de Bunyoni sur le plan politique et des droits humains

Après trois années de présidence de Ndayishimiye, de nombreux Burundais sont déçus par son échec ou son incapacité à mettre en œuvre ses promesses de réforme.¹ Certains critiquent également

¹ Pour un aperçu du bilan de Ndayishimiye en matière de droits humains au cours de sa première année au pouvoir, voir l'Initiative pour les droits humains au Burundi, « Ndayishimiye un an après : A-t-il tenu ses promesses pour les droits

l'incapacité du gouvernement à gérer la crise économique et son échec à remédier à la mauvaise gestion financière, aux pénuries chroniques de carburant et à la flambée des prix. « *La situation économique est terrible. Cela affecte tout le monde. J'ai des frères dans la police et dans l'armée, et ils n'ont pas d'argent* », a déclaré un ancien membre du gouvernement en exil. Une autorité qui avait travaillé en étroite collaboration avec le président lui avait confié : « *Nous les intellectuels (les personnes qui ont un bon niveau d'éducation), nous voyons tout ce qui ne va pas. Le gouvernement n'a pas de vision. Mais nous ne pouvons rien dire.* »²

La crise économique affecte même des membres du parti au pouvoir et pourrait éroder la confiance envers le président au sein de ses propres rangs – notamment parmi les puissants hommes d'affaires du CNDD-FDD, dont certains auraient été proches de Bunyoni.³ Une fois Bunyoni écarté, Ndayishimiye ne peut plus reprocher à son ancien Premier ministre la mauvaise gestion de l'économie ni les détournements de fonds à grande échelle. Les rumeurs persistantes sur la richesse croissante de l'épouse de Ndayishimiye, Angéline Ndayishimiye, et son goût pour les vêtements coûteux et les voyages internationaux n'ont pas amélioré l'image publique du président. Le fait qu'il se soit entouré de fonctionnaires qui soit n'ont pas la capacité d'adopter des politiques économiques saines, soit ne sont pas autorisés à le faire, n'a pas eu non plus d'effet positif.

Dans ce contexte, la décision du président Ndayishimiye d'arrêter Bunyoni a semblé un acte capital. Il avait enfin montré qu'il était capable d'affronter l'un de ses principaux rivaux, renversant l'image que certains se faisaient de lui comme un leader faible qui évitait la confrontation. Mais il faudra peut-être plus que cela pour assurer son avenir et le soutien à long terme des poids lourds du CNDD-FDD.

Les droits humains ne font pas partie de l'équation

L'arrestation de Bunyoni, confirmée par le procureur général de la République le 23 avril,⁴ a fait l'actualité au Burundi. Dans des groupes WhatsApp et des conversations privées, les gens se sont souvenus de leurs proches tués les années précédentes. Que Bunyoni ait été impliqué ou non dans ces meurtres, son arrestation a déclenché des souvenirs négatifs. « *Bunyoni était vraiment détesté. Les gens disent : c'est bon, il peut aller en prison* », a déclaré un membre d'une organisation non gouvernementale (ONG) au Burundi.⁵ Certains ont essayé d'imaginer ce que Bunyoni lui-même aurait pu penser face à une humiliation aussi dramatique. « *Bunyoni n'avait jamais imaginé qu'il pouvait être rabaissé* », a déclaré une autorité judiciaire.⁶

humains ? », https://burundihri.org/french/june_2021.php, juin 2021. Pour plus d'informations sur les développements en 2022 et 2023, voir les publications plus récentes de l'Initiative pour les droits humains au Burundi disponibles sur <https://burundihri.org/index.php>.

² Entretien avec un ancien membre du gouvernement en exil, 12 avril 2023.

³ Entretien avec un membre du CNDD-FDD ayant des intérêts économiques liés au gouvernement, 24 août 2023.

⁴ Parquet général de la République, « Communiqué de presse », https://twitter.com/MiniJustice_BDI/status/1650041134977089536, 23 avril 2023.

⁵ Entretien avec un membre d'une ONG au Burundi, 25 mai 2023.

⁶ Conversation avec une autorité judiciaire locale, 8 juin 2023.



Alain Guillaume Bunyoni s'apprête à prêter serment comme Premier ministre le 24 juin 2020. © 2020 privé

Même si les rumeurs selon lesquelles Bunyoni et ses proches auraient planifié un coup d'État pour renverser Ndayishimiye restent sans fondement, il est clair que l'arrestation de Bunyoni était le point culminant d'une rivalité personnelle et de tensions entre lui et Ndayishimiye. Bunyoni avait bloqué certaines des réformes annoncées par Ndayishimiye, le faisant paraître comme faible et inefficace. En le congédiant tout d'abord en septembre 2022, puis en ordonnant son arrestation en avril 2023, Ndayishimiye a repris les commandes et a renforcé sa position presque instantanément.

Bien que l'arrestation de Bunyoni ait renforcé l'image de Ndayishimiye, peu de personnes pensent que cela changera fondamentalement « *le système* », l'appareil bien établi du CNDD-FDD qui s'accroche au pouvoir depuis près de 20 ans. Le fait que Ndayishimiye ait choisi de remplacer Bunyoni au poste de Premier ministre par un homme au passé tout aussi sanglant – Gervais Ndirakobuca – n'a pas aidé (voir « *Le cercle restreint des généraux* »). « *C'est une affaire interne au CNDD-FDD. Le 'système' est là et les violations des droits humains se poursuivent* », a déclaré un ancien homme politique de l'opposition.⁷

Il y avait également un consensus sur le fait que même si les luttes intestines au sein du CNDD-FDD pouvaient devenir violentes – comme cela s'est produit à plusieurs reprises auparavant – en fin de compte, les intérêts du parti l'emporteraient et ses principaux protagonistes resserreraient les rangs s'ils sentaient que l'avenir du CNDD-FDD était en péril. « *Faire toujours passer les intérêts du parti en premier* » a longtemps été la doctrine et a sauvé le CNDD-FDD à plusieurs reprises, notamment lorsqu'une longue liste de hauts responsables, connus sous le nom de *frondeurs*, a fait défection en 2015. Mais en 2023, qui ou quoi constitue la direction du parti et quels protagonistes garantiront son avenir devient de plus en plus flou. Les dynamiques aux plus hauts niveaux du

⁷ Entretien avec un ancien homme politique de l'opposition, 18 mai 2023.

CNDD-FDD sont devenues de plus en plus opaques et les intentions de plus en plus secrètes, notamment depuis l'arrestation de Bunyoni. Les intérêts financiers sont apparus comme une explication dominante des actions de certains individus, même s'il est parfois difficile de dissocier les intérêts personnels des intérêts politiques. « *Le parti, c'est une famille. On s'agrippe à la famille pour ses intérêts personnels* », a déclaré un ancien officier militaire, issu de l'opposition armée.⁸

Il est rapidement devenu évident que Bunyoni ne serait pas tenu de rendre des comptes pour son implication dans des violations des droits humains. « *Bunyoni n'a pas été éliminé pour faire le bien. Il a été mis à l'écart par peur* », a déclaré un universitaire burundais.⁹ Bunyoni a été accusé d'atteinte à la sûreté intérieure de l'État, atteinte au bon fonctionnement de l'économie nationale, prise illégale d'intérêts, détention illégale d'armes et outrage envers le chef de l'État.¹⁰ Aucune de ces accusations ne concerne des meurtres, des actes de torture et d'autres crimes commis lors de l'une des pires périodes de répression politique au Burundi ces dernières années, lorsque Bunyoni était ministre de la Sécurité publique de 2007 à 2011 et de 2015 à 2020.¹¹

Cela n'a pas été une surprise. Peu de personnes s'attendaient à ce qu'il soit traduit en justice pour avoir ordonné ou supervisé des violations des droits humains, car cela ferait craindre à d'autres hauts responsables occupant des postes clés d'être poursuivis et risquerait de précipiter l'effondrement de l'ensemble de l'édifice du CNDD-FDD. « *Les crimes commis par Bunyoni... et d'autres ne sont pas considérés comme des crimes par le gouvernement CNDD-FDD. Ces crimes ont servi le gouvernement et il les a acceptés avec plaisir. Ensuite, cela s'est transformé en un conflit personnel et Bunyoni est allé trop loin en défiant Neva (surnom de Ndayishimiye)* », a déclaré un ancien politicien du CNL.¹²

Le 13 juillet 2023, la porte-parole de la Cour suprême a annoncé que Bunyoni avait comparu devant la chambre de conseil pour statuer sur sa détention préventive, et que l'affaire suivait la procédure normale. Elle a déclaré que des enquêtes étaient en cours et que le ministère public avait demandé un délai supplémentaire pour enquêter sur de nouveaux éléments, sans donner plus de détails.¹³ Après une première période de détention au Service national de renseignement (SNR), Bunyoni a été envoyé à la prison de Ngozi, puis transféré à la prison de Gitega, où une cellule spéciale avait été aménagée pour lui. Au moment de la rédaction du présent document, aucune date n'avait encore été fixée pour son procès.

⁸ Entretien avec un ancien officier militaire, 27 mars 2022.

⁹ Entretien avec un universitaire burundais, 7 juin 2023.

¹⁰ Cour suprême, « Chambre de conseil du 08/05/23, extrait du rôle pénal », 5 mai 2023, et commentaires par Agnès Bangiricenge, porte-parole de la Cour suprême, lors d'une émission publique à Muramvya le 12 juillet 2023.

¹¹ Pour plus de détails, voir l'Initiative pour les droits humains au Burundi, « Mainmise sur l'avenir du Burundi », https://burundihri.org/french/december_2020.php, décembre 2020.

¹² Entretien avec un ancien politicien du CNL, 18 mai 2023.

¹³ Commentaires par Agnès Bangiricenge, porte-parole de la Cour suprême, lors d'une émission publique à Muramvya le 12 juillet 2023. Voir également Iwacu, « Émission publique des porte-paroles : Le gouvernement salue le 'patriotisme' manifesté par la délégation burundaise à Genève », <https://www.iwacu-burundi.org/emission-publique-des-porte-paroles-le-gouvernement-salue-le-patriotisme-manifeste-par-la-delegation-burundaise-a-geneve/>, 13 juillet 2023.

Certains Burundais ont exprimé des doutes quant à savoir si Bunyoni sera jugé. « *Comment peut-il être jugé sans que soit jugé le système (CNDD-FDD) ?* », a déclaré un universitaire burundais.¹⁴ Un représentant provincial du CNDD-FDD a affirmé : « *Alain Guillaume Bunyoni ne sera pas condamné... Vous croyez qu'il pourra aller s'expliquer devant la barre sur cet enrichissement illicite ? Pas du tout, car ce système, je le connais et ils travaillent en synergie.* »¹⁵ D'autres pensent qu'il pourrait être jugé à huis clos. De nombreux hauts responsables du gouvernement et du CNDD-FDD auraient beaucoup à craindre d'un procès public dans lequel Bunyoni pourrait les impliquer et révéler leurs secrets.

Lorsque la nouvelle de son arrestation a été annoncée, mais avant que l'on sache où il se trouvait, des spéculations ont circulé selon lesquelles il pourrait y avoir eu un complot visant à le tuer, même si cela aurait pu déclencher des problèmes encore plus graves pour Ndayishimiye. Un ancien officier militaire supérieur a résumé le dilemme : « *Bunyoni est gênant vivant et il est gênant mort.* »¹⁶

Des hommes de main et collaborateurs de Bunyoni arrêtés

Le 18 avril 2023, trois jours avant l'arrestation de Bunyoni, son ancien bras droit, le policier Désiré Uwamahoro, a été arrêté, prétendument soupçonné de complot avec Bunyoni. Uwamahoro a d'abord été détenu et interrogé par le SNR à Bujumbura, comme Bunyoni, puis envoyé à la prison de Gitega, et finalement transféré à la prison de Ngozi en juillet.

Il est apparu plus tard que l'agent du service de renseignement Samuel Destino Bapfumukeko avait également été arrêté, prétendument en relation avec les mêmes événements, ainsi que trois autres individus : l'ingénieur Côme Niyonsaba, Melchiade Nduwimana et Isaac Banigwaninzigo. Les cinq collaborateurs présumés de Bunyoni ont été accusés d'atteinte à la sûreté intérieure de l'État, violation du secret professionnel et manquement à la solidarité publique.¹⁷

Uwamahoro et Bapfumukeko ont tous deux commis de graves violations des droits humains par le passé. Uwamahoro, qui dirigeait auparavant la brigade de police anti-émeute, a été impliqué dans des meurtres, des actes de torture, des mauvais traitements et d'autres violations des droits humains pendant plusieurs années.¹⁸ Bapfumukeko a personnellement torturé des opposants au gouvernement lorsqu'il était chef provincial du SNR dans la province de Makamba et il a été cité en relation avec des détentions illégales et des disparitions forcées, notamment en 2015 et 2016.¹⁹ Leur

¹⁴ Entretien avec un universitaire burundais, 7 juin 2023.

¹⁵ Entretien avec un représentant provincial du CNDD-FDD, 12 mai 2023.

¹⁶ Entretien avec un ancien officier militaire supérieur, 5 mai 2023.

¹⁷ Cour suprême, « Chambre de conseil du 20/07/2023, extrait du rôle pénal », 20 juillet 2023.

¹⁸ Pour plus d'informations sur le bilan d'Uwamahoro en matière de droits humains et sa relation avec Bunyoni, voir l'Initiative pour les droits humains au Burundi, « Mainmise sur l'avenir du Burundi », https://burundihri.org/french/december_2020.php, décembre 2020.

¹⁹ Notes d'entretien confidentiel avec une victime de torture, conservées par l'IDHB ; entretien avec un proche d'une victime de torture et de disparition forcée, 17 juillet 2023 ; « Déclaration du FOCODE no.033/2017 du 15 décembre 2017 », <https://ndondeza.org/emile-kwizigira-emmanuel-bizimana-faustin-gashema/>, 15 décembre 2017.

arrestation était une occasion en or pour Ndayishimiye de tenir ses promesses et de s'assurer que ces hommes soient traduits en justice pour leur implication dans des violations des droits humains. Même si la principale motivation de leur arrestation était la suspicion selon laquelle ils auraient été complices de Bunyoni, cela aurait pu et dû ouvrir la porte à des poursuites contre eux pour des délits liés à leur participation à des violations des droits humains.

La même stratégie aurait dû s'appliquer à l'ancien agent du service de renseignement Alfred Innocent Museremu, qui a été interrogé par le SNR en avril 2023, apparemment soupçonné de collaboration avec Bunyoni, mais qui n'a pas été arrêté. La participation de Museremu à de graves violations des droits humains est bien documentée depuis plusieurs années – plus récemment, lorsqu'il était chef du Département de la documentation intérieure du SNR, et auparavant en tant que chef de la police de roulage lors de la crise de 2015 au Burundi.²⁰ Mais selon un schéma devenu habituel, les autorités l'ont simplement rétrogradé au lieu de le traduire en justice. À la mi-mai 2023, il a été banni dans ce que certains ont qualifié de « *non-poste* » au siège régional de la police à Muyinga, d'où il ne pouvait faire que peu ou moins de mal.²¹ Dès son arrivée sur place, il a demandé un congé et a été aperçu à Bujumbura. Selon une source policière, plus tard dans le mois, le ministre de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique, soupçonnant que Museremu envisageait peut-être de quitter le pays, a exigé qu'il soit rappelé au siège de la police régionale et qu'il rende compte de ses déplacements.²²

Les calculs qui ont conduit à l'arrestation de Bunyoni, Uwamahoro et Bapfumukeko et à la marginalisation d'autres auteurs connus de violations des droits humains n'étaient fondés sur aucune préoccupation pour les droits humains ; ils étaient motivés par la volonté du président d'affaiblir ses adversaires et de maintenir son emprise sur le pouvoir. Ndayishimiye pourrait actuellement être la seule haute autorité capable de changer l'orientation du gouvernement en termes de droits humains et de justice. Contrairement à certains de ses contemporains du CNDD-FDD qui ont tué et torturé leurs opposants, il n'est pas connu pour avoir été personnellement impliqué dans des crimes graves, ni en tant que combattant du CNDD-FDD lorsque celui-ci était un groupe rebelle, ni dans les différents postes qu'il a occupés au gouvernement.²³ Mais sous la présidence de Ndayishimiye, l'impunité dont bénéficient de hauts représentants du gouvernement responsables de graves violations des droits humains est plus forte que jamais.

Avec Bunyoni en prison et d'autres anciens responsables puissants marginalisés, Ndayishimiye pourrait choisir d'adopter une position plus audacieuse contre l'impunité, mais au lieu de cela, il

²⁰ Voir l'Initiative pour les droits humains au Burundi, « Mainmise sur l'avenir du Burundi », https://burundihri.org/french/december_2020.php, décembre 2020, et « La saga du Kira Hospital : un exemple des défaillances de la justice burundaise », https://burundihri.org/french/october_2022.php, octobre 2022. Pour plus d'informations sur la destitution de Museremu du poste de chef du Département de la documentation intérieure du SNR, voir l'Initiative pour les droits humains au Burundi, « Une alliance précaire : Qui détient le pouvoir au Burundi ? », https://burundihri.org/french/february_2023.php, février 2023.

²¹ Museremu a été nommé chef de service chargé de l'action sociale au commissariat régional est.

²² Conversation avec une source policière, 8 juin 2023.

²³ Voir l'Initiative pour les droits humains au Burundi, « Loyaliste du parti ou réformateur ? L'homme qui pourrait devenir le prochain président du Burundi », https://burundihri.org/french/april_2020.php, avril 2020.

semble suivre fidèlement la tradition du CNDD-FDD consistant à punir les opposants présumés et à protéger les loyalistes de haut rang. L'ampleur des violations graves des droits humains au Burundi a peut-être diminué au cours des deux dernières années, mais les facteurs qui ont permis à ces violations de se produire restent intacts, en particulier la politisation du système judiciaire à laquelle Ndayishimiye n'a pas voulu s'attaquer. Le statu quo, à cet égard, lui convient : il peut intervenir quand cela est dans son intérêt – ou quand une pression suffisante est exercée sur lui – ou ne pas intervenir, quand ce n'est pas le cas. Cela devrait être une source de préoccupation, en particulier à l'approche des élections législatives de 2025 et des élections présidentielles de 2027. Avant les élections précédentes, des agents du SNR, des policiers et des membres de la ligue des jeunes du CNDD-FDD, les *Imbonerakure*, s'en sont pris aux opposants politiques et ont tué, arrêté et maltraité des dizaines d'entre eux.²⁴

Le cercle des « généraux » se rétrécit

Au cours des premiers mois de sa présidence, Ndayishimiye était entouré de partisans de la ligne dure du CNDD-FDD, notamment du cercle restreint des « généraux » qui dominaient sous son prédécesseur Pierre Nkurunziza.²⁵ Réticents à abandonner leur pouvoir et résistants aux réformes susceptibles de menacer leurs positions privilégiées, quelques généraux, comme Bunyoni, ont entrepris de faire obstacle à certaines politiques de Ndayishimiye. Certains anciens collègues et camarades de champ de bataille de Ndayishimiye avaient prédit que Ndayishimiye n'aurait pas la force de tenir tête à ces généraux, en partie à cause de son aversion pour le conflit.²⁶ D'autres pensaient que la seule façon pour Ndayishimiye de gouverner serait d'adopter une approche progressive, en marginalisant un par un ces tenants de la ligne dure sur une période de quelques années. Ces dernières prédictions se sont avérées globalement correctes.

En plus d'arrêter Bunyoni, Ndayishimiye a destitué d'autres hauts responsables, dont Gabriel Nizigama, alias Tibia, démis de ses fonctions de chef de cabinet civil du président en septembre 2022. Ndayishimiye a laissé Nizigama dans le flou pendant plusieurs mois, puis, en mai 2023, il l'a rétrogradé à un poste anodin de conseiller au ministère de l'Intérieur, du développement communautaire et de la sécurité publique.²⁷

Alors que Bunyoni et Nizigama avaient clairement exprimé en coulisses leur aversion pour Ndayishimiye, un autre personnage potentiellement problématique a joué ses cartes différemment. Gervais Ndirakobuca, alias Ndakugarika (« *Je vais te tuer* » en kirundi), ancien ministre de

²⁴ Pour des exemples d'attaques violentes contre des opposants au gouvernement avant les élections de 2020, voir l'Initiative pour les droits humains au Burundi, « Le prix mortel de l'opposition », <https://burundihri.org/french/opposition.php>, juin 2020-février 2022.

²⁵ Le terme « généraux » est utilisé au Burundi pour désigner le groupe d'officiers militaires supérieurs du CNDD-FDD qui ont participé en tant que combattants dans la guerre civile, lorsque le CNDD-FDD était un groupe armé ; nombre d'entre eux ont été à l'origine d'une politique de répression violente sous le président Nkurunziza.

²⁶ Pour un portrait d'Évariste Ndayishimiye, voir l'Initiative pour les droits humains au Burundi, « Loyaliste du parti ou réformateur ? L'homme qui pourrait devenir le prochain président du Burundi », https://burundihri.org/french/april_2020.php, avril 2020.

²⁷ <https://twitter.com/Ikiriho/status/1658450355930161160/photo/2>.

l'Intérieur, du développement communautaire et de la sécurité publique connu pour sa brutalité les années précédentes, a choisi de s'aligner derrière Ndayishimiye et de déclarer son soutien à ses réformes. Il a été récompensé par le poste de Premier ministre lorsque Bunyoni a été limogé en septembre 2022.²⁸ Mais les alliances au sein du CNDD-FDD sont notoirement inconstantes, et de nombreux hommes forts du CNDD-FDD ont changé de camp à plusieurs reprises au cours des 20 dernières années, selon où se trouvait d'après eux le centre du pouvoir et qui, pensaient-ils, protégerait le mieux leurs intérêts. Un universitaire burundais a décrit la relation entre Ndayishimiye et Ndirakobuca comme « *une alliance de circonstance... Au CNDD-FDD, il n'y a jamais eu trop de cohérence... Il y a toujours eu des alliances de circonstance pour la survie du système.* »²⁹ Sous le président Nkurunziza, les alliances entre hauts responsables ont changé à plusieurs reprises, certains généraux (dont Ndayishimiye) prenant position en 2014 contre les pouvoirs excessifs accordés par Nkurunziza à Bunyoni et à l'ancien chef du SNR, Adolphe Nshimirimana, assassiné en 2015.³⁰



Le Premier ministre Gervais Ndirakobuca observe le déroulement des événements de la Journée des *Imbonerakure* dans la province de Makamba, le 26 août 2023. © 2023 privé

Sous la présidence de Ndayishimiye, le cercle des généraux puissants s'est encore rétréci. Le groupe d'une douzaine de généraux qui constituaient une présence permanente sous Nkurunziza a été réduit à seulement trois : le président Ndayishimiye, le Premier ministre Gervais Ndirakobuca et

²⁸ Pour plus d'informations, voir l'Initiative pour les droits humains au Burundi, « Une alliance précaire : Qui détient le pouvoir au Burundi ? », https://burundihri.org/french/february_2023.php, février 2023. Pour plus d'informations sur le bilan de Ndirakobuca en matière de droits humains, voir l'Initiative pour les droits humains au Burundi, « Mainmise sur l'avenir du Burundi », https://burundihri.org/french/december_2020.php, décembre 2020.

²⁹ Entretien avec un universitaire burundais, 7 juin 2023.

³⁰ Iwacu, « Cinq clefs pour comprendre le 'départ' de Guillaume Bunyoni et Adolphe Nshimirimana », <https://www.iwacu-burundi.org/cinq-clefs-pour-comprendre-le-depart-de-guillaume-bunyoni-et-adolphe-nshimirimana/>, 8 décembre 2014.

Prime Niyongabo, chef d'état-major des forces armées. Quelques autres, comme Silas Ntigurirwa, chef de cabinet militaire du président depuis septembre 2022, occupent encore sur le papier des postes à responsabilité, mais ne sont pas considérés comme des acteurs majeurs. La dynamique politique au sommet du « système » est donc très différente de ce qu'elle était lorsque Ndayishimiye est devenu président en 2020.

Prime Niyongabo est une pièce clé du puzzle ; en tant que chef des forces armées, sa position pourrait déterminer l'avenir de Ndayishimiye. Niyongabo et Ndayishimiye entretiennent des relations personnelles étroites depuis de nombreuses années et, jusqu'à récemment, le soutien de Niyongabo à Ndayishimiye était crucial dans l'équilibre des pouvoirs. Mais son soutien ne peut pas être tenu pour acquis : Niyongabo est un personnage impénétrable dont la loyauté a été remise en question à des moments critiques. En mai 2015, il était largement admis que Niyongabo s'était rangé du côté des officiers militaires qui avaient lancé un coup d'État manqué contre le président Nkurunziza, pour ensuite changer de camp et déployer des forces loyalistes pour défendre le président ; il a échappé de peu à une tentative d'assassinat en septembre 2015.

Plus récemment, des rumeurs ont circulé selon lesquelles Niyongabo n'était pas favorable à l'arrestation de Bunyoni car il craignait que si Bunyoni était poursuivi pour crimes économiques, il risquerait également d'être exposé. Niyongabo est souvent décrit comme l'un des hauts responsables les plus riches, ayant fait fortune ces dernières années grâce à des accords opaques et des participations majeures dans des industries clés, comme le secteur pharmaceutique. Les rumeurs sur sa corruption accroissent son manque de fiabilité, d'autant plus qu'il ne se sent peut-être plus totalement à l'abri de poursuites après l'arrestation de Bunyoni ; cela explique également sa perte de popularité parmi les militaires mal payés – des facteurs dont Ndayishimiye devra tenir compte. « *Prime peut aller d'un côté comme de l'autre, donc Neva le laisse s'enrichir en contrepartie pour sa sécurité* », a déclaré un universitaire burundais.³¹ En outre, si le soutien de l'armée peut protéger Ndayishimiye contre la menace d'un coup d'État, il ne le protège pas contre d'autres formes d'attaque ou de vengeance de la part d'opposants potentiels.

Si Niyongabo se retournait contre Ndayishimiye, les conséquences pourraient être graves. « *Prime ne peut pas être arrêté car il a l'armée derrière lui. Ce serait trop risqué pour Neva* », a déclaré un ancien responsable politique du CNL.³² Un ancien officier militaire, issu de l'opposition armée, a décrit Niyongabo ainsi : « *C'est un bon traître... Il est astucieux. Il ne regarde que ses propres intérêts. Il est ainsi depuis le putsch de 2015. C'est la même chose aujourd'hui avec Neva. Il (Niyongabo) regarde pour voir qui est le plus fort. Il soutiendra celui qui agira dans son intérêt... Pour l'instant, Prime est avec Neva... (mais) il ne révèle pas sa position.* »³³

³¹ Entretien avec un universitaire burundais, 7 juin 2023.

³² Entretien avec un ancien responsable politique du CNL, 18 mai 2023.

³³ Entretien avec un ancien officier militaire, 20 mai 2023.

L'impondérable à la tête du parti : Révérien Ndikuriyo

L'une des personnes qui a ouvertement fragilisé Ndayishimiye est le secrétaire général du CNDD-FDD, Révérien Ndikuriyo. Considéré comme un allié de Bunyoni, Ndikuriyo, un partisan de la ligne dure, n'a pas caché ses désaccords avec Ndayishimiye et a affiché son allégeance à Nkurunziza en rendant publiquement hommage à son héritage.

Les divisions au sein de la direction du CNDD-FDD entre un groupe pro-Nkurunziza, dont Ndikuriyo est l'un des principaux partisans, et un groupe pro-Ndayishimiye, persistent. Ces divisions étaient particulièrement visibles lorsque Ndayishimiye était absent lors des événements publics commémorant le troisième anniversaire de la mort de Nkurunziza en juin 2023 ; il a assisté à un sommet à l'étranger, tandis que Ndikuriyo a dirigé les commémorations dans plusieurs localités du Burundi. Ndikuriyo a également dirigé des commémorations le 2 août 2023 pour marquer le huitième anniversaire de l'assassinat d'Adolphe Nshimirimana, considéré comme un héros par de nombreux membres du camp pro-Nkurunziza. Ndayishimiye était absent à la commémoration car il revenait d'un voyage en Russie et en Chine.³⁴

Le rôle des *Imbonerakure* a été une pomme de discorde entre Ndikuriyo et Ndayishimiye, Ndikuriyo souhaitant continuer à utiliser les *Imbonerakure* comme force de sécurité parallèle et Ndayishimiye préférant qu'ils contribuent au développement du pays.³⁵

Cependant, dans un discours animé et très médiatisé lors de la célébration de la Journée des *Imbonerakure* à Makamba le 26 août 2023, en présence des plus hauts responsables burundais, Ndayishimiye a semblé faire marche arrière. Dans des propos destinés à démontrer son attachement à la ligne dure et à flatter les *Imbonerakure*, il les a félicités pour avoir défendu les frontières du Burundi et les a encouragés à participer aux patrouilles. « *Celui qui ne garde pas son pays n'est pas un Imbonerakure. Celui qui est peureux n'est pas un Imbonerakure. Un Imbonerakure patrouille. Je vous ai vus aujourd'hui en train de marcher. Ça m'a beaucoup plu* », a-t-il déclaré à un public enthousiaste. « *Le Burundi est gardé parce que nous avons les Imbonerakure. Que celui qui n'y croit pas vienne nous attaquer... Les Imbonerakure peuvent ceinturer toutes les frontières du Burundi... Restez vigilants.* » Parallèlement, il a exhorté les *Imbonerakure* à participer aux activités de développement et génératrices de revenus. Il a indiqué que lui et le secrétaire général du parti (Ndikuriyo) avaient décidé de demander à tous les membres du CNDD-FDD de contribuer aux projets de développement des *Imbonerakure* dans chaque province. Il a adopté un ton de défi envers la communauté internationale, s'en prenant aux « *colons* » – terme utilisé par les tenants de la ligne dure au sein du CNDD-FDD pour désigner les Occidentaux en général – et a affirmé que le Burundi

³⁴ Agence burundaise de presse, « Commémoration du 8ème anniversaire de l'assassinat du Lieutenant Général Adolphe Nshimirimana », <https://abpinfo.bi/2023/08/03/commemoration-du-8eme-anniversaire-de-l-assassinat-du-lieutenant-general-adolphe-nshimirimana/>, 3 août 2023.

³⁵ Voir l'Initiative pour les droits humains au Burundi, « Une alliance précaire : Qui détient le pouvoir au Burundi ? », https://burundihri.org/french/february_2023.php, février 2023.

tenait debout, en partie grâce aux *Imbonerakure*. Il a clôturé son discours en promettant qu'il était du côté des *Imbonerakure* et a juré que personne ne pourrait les séparer.³⁶

Le discours de Ndikuriyo lors des célébrations de la Journée des *Imbonerakure* a attiré moins d'attention que celui du président. Depuis l'arrestation de Bunyoni, Ndikuriyo s'est montré moins ouvertement provocateur envers Ndayishimiye. Son attitude actuelle à son égard reste floue. Une personne proche de Ndikuriyo a déclaré qu'après une réunion privée avec Ndayishimiye en juin 2023, Ndikuriyo avait semblé, à contrecœur, rentrer dans le rang.³⁷ Un représentant provincial du CNDD-FDD a déclaré fin juillet que les relations entre les deux hommes s'amélioraient.³⁸ Mais comme toujours avec le CNDD-FDD, les alliances peuvent changer d'un moment à l'autre.



Révérien Ndikuriyo, Secrétaire Général du CNDD-FDD, salue lors de la Journée des *Imbonerakure* dans la province de Makamba, le 26 août 2023. © 2023 privé

Selon certaines allégations, Ndayishimiye aurait tenté de destituer Ndikuriyo du poste de secrétaire général du CNDD-FDD en janvier 2023, mais Ndikuriyo a conservé son poste.³⁹ Pour le moment, Ndayishimiye préfère peut-être gérer ses dissensions discrètement pour éviter une confrontation publique qui pourrait ne pas servir ses intérêts. Fin août 2023, un membre bien connecté du CNDD-FDD qui soutenait le président a déclaré que la personnalité « *tétue* » de Ndikuriyo signifiait qu'il

³⁶ Extraits du discours du Président Ndayishimiye lors des célébrations de la Journée des *Imbonerakure* à Makamba, le 26 août 2023, et informations d'une personne présente à l'événement, 27 août 2023. Voir également SOS Médias, « Burundi : Les *Imbonerakure* de nouveau mis à honneur et sollicités », <https://www.sosmediasburundi.org/2023/08/26/burundi-les-imbonerakure-de-nouveau-mis-a-lhonneur-et-sollicites/>, 26 août 2023.

³⁷ Entretien avec une personne ayant une connaissance directe de la situation, 9 août 2023.

³⁸ Conversation avec un représentant provincial du CNDD-FDD, 23 juillet 2023.

³⁹ Entretien avec un diplomate, 1^{er} mars 2023.

ne se soumettrait pas complètement à Ndayishimiye, mais que sa capacité à le déstabiliser ou à lui nuire semblait avoir diminué.⁴⁰

Une personne proche de Ndayishimiye a expliqué que Bunyoni avait de nombreux alliés, mais que Ndayishimiye ne pouvait pas tous les arrêter. « *La liste est longue et ils sont connus. Même Kora (le surnom de Ndikuriyo) est derrière Bunyoni, mais Neva l'a laissé tranquille. Imaginez si Bunyoni, Kora et le président du parlement (Gélase Ndadirabe) étaient tous arrêtés en même temps. Ne serait-ce pas une catastrophe pour le CNDD-FDD ?* ». Il a déclaré que la décision de Ndayishimiye de ne pas s'en prendre à tous les alliés présumés de Bunyoni faisait partie d'une stratégie politique destinée à protéger le parti.⁴¹ Mais la question qui pèse sur les plus hautes sphères du CNDD-FDD demeure : Ndayishimiye va-t-il faire un nouveau pas et si oui, quelle sera sa prochaine cible ? Le président a mis les rouages en mouvement. Ses prochaines actions dépendront en partie de la mesure dans laquelle certains individus l'auront contrarié, et en partie de l'avantage qu'il pourrait tirer de leur retrait de l'équation politique.

Cultiver une nouvelle génération de loyalistes

Ndayishimiye a également progressivement reconfiguré la composition du gouvernement et de la fonction publique. De nombreux postes de niveau moyen à élevé sont désormais occupés par des personnes qui n'étaient pas très connues auparavant et qui font profil bas. Ceux qui occupent aujourd'hui des postes au gouvernement comprennent différentes catégories de personnes, notamment originaires de Gitega, la province d'origine de Ndayishimiye, ainsi que « *des types de l'armée qui se sentaient frustrés par les généraux et qui n'obtenaient rien... un groupe de survivants, comme Prime (Niyongabo), qui suivent toujours le vent... et ceux qui se sentaient frustrés par l'ancien gouvernement.* »⁴² D'autres responsables occupant des postes stratégiques ont été choisis pour leur loyauté et leur obéissance, comme le ministre de l'Intérieur, du développement communautaire et de la sécurité publique, Martin Niteretse, qui a succédé à son ancien patron, Ndirakobuca. Dans l'un des changements de haut niveau les plus récents, l'ancien juge de la Cour suprême Léonard Manirakiza est devenu le 25 juillet le nouveau procureur général de la République, en remplacement de Sylvestre Nyandwi qui occupait ce poste depuis 2016.

Le chef du service national de renseignement, Ildephonse Habarurema, est rarement évoqué, même si son institution reste au cœur de la stratégie du CNDD-FDD pour se maintenir au pouvoir et réprimer l'opposition. En septembre 2022, le commissaire de police Domitien Niyonkuru a été nommé au poste influent de chef du département de renseignement intérieur au SNR. Originaire de la province de Makamba, Niyonkuru serait proche de Révérien Ndikuriyo et est le vice-président de la Fondation Pax Burundi, une fondation privée créée par Ndikuriyo.⁴³

⁴⁰ Entretien avec un membre du CNDD-FDD ayant des intérêts économiques liés au gouvernement, 24 août 2023.

⁴¹ Conversation avec une personne proche du président, 2 juin 2023.

⁴² Entretien avec un représentant d'une ONG au Burundi, 25 mai 2023.

⁴³ Voir l'Initiative pour les droits humains au Burundi, « Une alliance précaire : qui détient le pouvoir au Burundi ? », https://burundihri.org/french/february_2023.php, février 2023.

Plusieurs auteurs bien connus de violations des droits humains, en particulier d'anciens agents du service de renseignement, ont été déployés dans des ambassades à l'étranger, à l'abri des regards du public, et remplacés par des agents relativement inconnus. D'autres, comme le célèbre agent du service de renseignement Alexis Ndayikengurukiye, alias Nkoroka, restent en poste au Burundi, mais semblent moins actifs que les années précédentes.⁴⁴ Plusieurs autres responsables qui détenaient un pouvoir considérable sous Nkurunziza ont été écartés et presque oubliés – par exemple l'ancien chef adjoint de la police Godefroid Bizimana, qui, au moment de la rédaction du présent document, travaillait comme conseiller au cabinet du président, et Étienne Ntakirutimana alias Steve, ancien patron du SNR, quasiment jamais évoqué ni vu en public. « *Steve avait déjà été mis dehors. Il n'est plus rien. Maintenant, il n'y a plus que Neva qui reste avec Prime et Ndakugarika* », a déclaré un ancien officier militaire supérieur.⁴⁵

L'une des conséquences de ces changements a été la marginalisation de certains auteurs de graves violations des droits humains, mais cela ne semble pas être la principale motivation de Ndayishimiye. Son objectif primordial est de consolider sa base de pouvoir. Il est probable qu'il poursuivra cette levée progressive des obstacles jusqu'aux élections législatives de 2025, en assurant la faveur de ses candidats et, surtout, en préparant le terrain pour l'élection présidentielle de 2027 lors de laquelle il devrait briguer un second mandat. « *Neva utilise son pouvoir pour empêcher quiconque d'émerger... Il veut contraindre les gens à le suivre. Mais il ne s'agit pas de bonne gouvernance. Il s'agit de conserver le pouvoir* », a déclaré un représentant d'une ONG au Burundi.⁴⁶

Certains observateurs doutent encore de la capacité de Ndayishimiye à se maintenir au pouvoir. La crise économique a exacerbé la frustration et intensifié le ressentiment aussi bien parmi les membres du CNDD-FDD que parmi les opposants. Un membre du CNDD-FDD, fidèle à l'ancien président Nkurunziza, a déclaré que de nombreux membres de son parti avaient perdu confiance en Ndayishimiye en raison de la situation économique et des mesures gouvernementales qui n'ont donné aucun résultat. Il s'est dit frustré que la reprise des relations entre le gouvernement burundais et les bailleurs de fonds étrangers sous Ndayishimiye n'ait conduit à aucune amélioration de la situation économique.⁴⁷ Un membre du CNL a déploré : « *Regardez comment la population est frustrée : pas de carburant, pas d'eau potable, pas de sucre, les prix grimpent sur les marchés, le nombre de chômeurs est inquiétant, et les DD (CNDD-FDD) se chamaillent là en haut.* »⁴⁸

Ndayishimiye a tenté d'apaiser certaines de ces inquiétudes par une approche populiste, se présentant comme un allié des victimes de corruption et d'extorsion. Par exemple, lors d'une conférence de presse le 2 août 2023, il a publiquement humilié les autorités locales et les juges corrompus, et a appelé le public à le soutenir dans ses efforts pour mettre fin à la corruption. « *Nous*

⁴⁴ Pour plus d'informations sur Ndayikengurukiye, voir l'Initiative pour les droits humains au Burundi, « Mainmise sur l'avenir du Burundi », https://burundihri.org/french/december_2020.php, décembre 2020.

⁴⁵ Entretien avec un ancien officier militaire supérieur, 12 avril 2023.

⁴⁶ Entretien avec un représentant d'une ONG au Burundi, 25 mai 2023.

⁴⁷ Entretien avec un membre du CNDD-FDD, 19 août 2023.

⁴⁸ Entretien avec un membre du CNL, 13 juillet 2023.

devrions nous lever contre de telles personnes », a-t-il déclaré. « Puisque je me suis soulevé, pourquoi vous, la population, vous ne me soutenez pas ? ... Nous ne pouvons pas accepter que la population soit toujours triste... Comme nous sommes ensemble, il n'y a pas de soucis. Le souci était lorsque le Président n'était pas avec les citoyens, mais si nous sommes ensemble avec la population contre une poignée de personnes, ils ne peuvent pas (réussir). »⁴⁹

Dans son discours à l'occasion de la Journée des *Imbonerakure*, le 26 août 2023, il a évoqué le devoir du gouvernement de protéger les droits humains et s'en est de nouveau pris aux dirigeants corrompus et abusifs : *« Que les autorités qui commettent des injustices ou qui sont corrompues rentrent chez elles aujourd'hui... Si demain tu es un dirigeant qui te comportes de cette manière, ne sois pas étonné si tu es renversé. Dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme, on dit que ce sont les dirigeants qui font respecter les droits de l'homme. Si cela ne se passe pas ainsi, la population peut destituer les dirigeants qui commettent des injustices. »* Répondant implicitement aux critiques sur son inaction, il a mis en garde : *« Il est temps que les gens comprennent que le temps de badiner est terminé... Il y a ceux qui pensent que nous sommes en train de badiner. Certains disent que j'aboie plus que je ne mords. »⁵⁰*



Le Président Évariste Ndayishimiye et son épouse, Angéline Ndayishimiye, saluent la foule lors de la Journée des *Imbonerakure* dans la province Makamba, le 26 août 2023. © 2023 privé

On ne sait pas exactement dans quelle mesure ces discours et ces gestes grandioses convainquent ses détracteurs. Un ancien responsable du gouvernement s'est demandé si Ndayishimiye pourrait

⁴⁹ Extraits de la conférence de presse du président Évariste Ndayishimiye à l'aéroport de Bujumbura, le 2 août 2023.

⁵⁰ Ndayishimiye a utilisé l'expression kirundi « *arakanga ntaryana* », qui désigne quelqu'un ou quelque chose dont l'apparence suscite la peur mais n'est pas nuisible. Extraits du discours du Président Ndayishimiye lors des célébrations de la Journée des *Imbonerakure* à Makamba, le 26 août 2023. Voir également Iwacu, « *Imbonerakure Day : Quand Neva rappelle la Déclaration universelle des droits de l'Homme...* », <https://www.iwacu-burundi.org/imbonerakure-day-quand-neva-rappelle-la-declaration-universelle-des-droits-de-lhomme/>, 28 août 2023.

rester en place jusqu'aux élections présidentielles de 2027 : « *Personne n'est rassuré, même pas ceux qui profitent de ses faiblesses. Je ne vois pas comment il peut s'imposer. Je ne sais pas quelle est l'alternative, mais elle viendra probablement du camp pro-Nkurunziza.* »⁵¹

3. « *On se rend au plus fort* »

Réactions parmi les membres du CNDD-FDD

Au début, certains membres du CNDD-FDD étaient incrédules en apprenant l'arrestation de Bunyoni. « *Je ne comprends pas comment celui devant qui nous nous agenouillions pour le saluer peut porter le vert* » (la couleur des uniformes des prisonniers au Burundi), a déclaré un *Imbonerakure*.⁵²

D'autres représentants du CNDD-FDD et des membres de base aux niveaux provincial et local ont réagi à la nouvelle avec une méfiance prudente – comme ils l'avaient fait lorsque Bunyoni a été démis de ses fonctions de Premier ministre en 2022 : un mélange de réserve, de suspicion, de peur et, dans certains cas, d'opportunisme timide. On parlait d'une chasse aux sorcières contre les collaborateurs présumés de Bunyoni et on avait le sentiment que rien ne pouvait plus être tenu pour acquis. Certains membres du CNDD-FDD craignaient que l'arrestation de Bunyoni puisse entraîner des conséquences négatives dans la mesure où ses partisans pourraient chercher à se venger ; à ce jour, ces craintes ne se sont pas concrétisées.

L'arrestation de Bunyoni a entraîné une augmentation notable de la popularité de Ndayishimiye auprès de certains membres du CNDD-FDD : après s'être débarrassé d'un obstacle aussi redoutable, le président est soudain apparu plus fort et méritant d'être soutenu. Des membres du CNDD-FDD ont commencé à se ranger derrière lui ; parmi eux figuraient des représentants locaux du parti qui s'étaient auparavant opposés à lui ou qui le pensaient trop faible. Une partie de ce repositionnement peut avoir été motivée par l'autoprotection ou l'opportunisme.

Il y a eu des exceptions. Le traitement réservé à Bunyoni par Ndayishimiye n'a pas été bien accueilli par tous les membres du CNDD-FDD. Un représentant provincial du CNDD-FDD, s'exprimant moins d'un mois après l'arrestation de Bunyoni, a critiqué Ndayishimiye : « *Il veut décider unilatéralement... ce n'est pas Évariste Ndayishimiye qui doit prendre la décision en dernière position dans l'affaire Bunyoni* ». Il a affirmé que Ndayishimiye faisait tout ce qu'il voulait sans consulter les instances décisionnelles du CNDD-FDD – par exemple en engageant un dialogue ou des négociations extérieures, alors que selon lui, les ouvertures vers la communauté internationale ne faisaient pas partie de la politique nationale du CNDD-FDD.⁵³ Cependant,

⁵¹ Entretien avec un ancien membre du gouvernement en exil, 12 avril 2023.

⁵² Conversation avec un *Imbonerakure*, 8 juin 2023.

⁵³ Entretien avec un représentant provincial du CNDD-FDD, 12 mai 2023.

Ndayishimiye a parfois discuté de politiques significatives et d'autres questions avec des membres de haut rang du CNDD-FDD.⁵⁴

Un responsable judiciaire – membre du CNDD-FDD dont les sympathies vont à l'ancien président Nkurunziza – a prédit que les opposants internes de Ndayishimiye finiraient par le renverser car, selon lui, il avait échoué dans tous les secteurs de la vie publique. Il a critiqué Ndayishimiye et son épouse pour avoir gaspillé les devises étrangères déclinantes du pays lors de nombreux voyages à l'étranger et a affirmé que Ndayishimiye n'avait augmenté les salaires des forces de sécurité (voir ci-dessous) que pour se protéger contre les opposants internes au sein du CNDD-FDD.⁵⁵

Un membre local du CNDD-FDD qui avait des liens étroits avec le siège national du parti a indiqué que les membres du CNDD-FDD étaient divisés et qu'il existait différents groupes WhatsApp de membres du parti ayant des opinions diamétralement opposées.⁵⁶ Un *Imbonerakure*, s'exprimant quelques semaines après l'arrestation de Bunyoni, a déclaré que lui et d'autres membres de la ligue des jeunes avaient trouvé troublants les contradictions et les désaccords au sein des hautes sphères de leur parti ; ils attendaient toujours que les choses se calment. « *Nous sommes comme des observateurs qui attendent que le but soit marqué pour applaudir. Nous prenons la direction de la masse* », a-t-il déclaré.⁵⁷



Des adolescentes défilent lors de la Journée des *Imbonerakure* dans la province de Makamba, le 26 août 2023. Les jeunes qui participent aux activités du CNDD-FDD sont connus sous le nom d'aiglons (« *ibiswi vy'inkona* » en kirundi), nom lié à la mascotte du parti, l'aigle. © 2023 privé

⁵⁴ Voir, par exemple, <https://twitter.com/RTNBurundi/status/1676523683165110274>.

⁵⁵ Entretien avec un responsable judiciaire, 2 août 2023.

⁵⁶ Entretien avec un membre du CNDD-FDD, 13 juillet 2023.

⁵⁷ Entretien avec un *Imbonerakure*, 8 juin 2023.

Réactions au sein des forces de sécurité

Peu de temps après l'arrestation de Bunyoni, certains membres de la police et de l'armée ont commencé à envoyer des messages sur des groupes WhatsApp disant que si quelqu'un tentait d'attaquer Ndayishimiye, ils le tueraient. Certains ont remplacé leurs photos de profil par des photos de Ndayishimiye et ont publié des vidéos de policiers dansant pour exprimer leur soutien au président.⁵⁸ Un officier de l'armée, s'exprimant trois mois plus tard, a affirmé : « *Chez nous, dans l'armée, c'est déjà réglé, Neva est celui que nous voulons. Quiconque touchera Neva touchera l'armée.* »⁵⁹ Certains policiers se sont déclarés prêts à défendre le président s'il se présentait pour un ou plusieurs nouveaux mandats.⁶⁰

La popularité de Ndayishimiye au sein des forces de sécurité a été renforcée lorsqu'il a annoncé une forte augmentation des salaires des policiers et des militaires en avril. Les policiers et les soldats de rang inférieur, dont beaucoup étaient mal payés, étaient ravis.⁶¹ « *Le président a fait beaucoup (pour nous) car les policiers croupissaient dans une extrême précarité* », a déclaré un commissaire de police provincial. « *Imaginez quelqu'un qui assure l'ordre et la sécurité publique mais qui touchait une somme qui n'avoisinait même pas 100 000 francs (environ 35 USD) (par mois). C'était une honte... Vive notre cher président !* »⁶² En réalité, leurs nouveaux salaires, plus élevés, ne constituent peut-être pas une augmentation en tant que telle, mais plutôt un montant qui leur était dû depuis un certain temps mais qui aurait été détourné par de hautes autorités.⁶³ L'enthousiasme initial a peut-être également été atténué par la forte augmentation du coût de la vie. Un commissaire de police a qualifié l'augmentation de salaire de « *miettes* » malheureusement insuffisantes pour couvrir la hausse des prix des produits de base.⁶⁴

L'augmentation des salaires a semblé dissiper, au moins temporairement, les sentiments négatifs de certains membres des forces de sécurité qui étaient fidèles à Bunyoni. Un officier de l'armée a déclaré que Ndayishimiye avait bien fait de pacifier l'armée, car de nombreux anciens combattants du CNDD-FDD qui étaient désormais dans l'armée n'étaient pas satisfaits du limogeage de Bunyoni et avaient échangé des messages anxieux après son arrestation. Un autre officier de l'armée avait décliné une invitation à prendre un verre avec un collègue le jour de l'arrestation de Bunyoni : « *Je ne peux pas prendre un verre aujourd'hui. Notre mutama (terme de respect pour désigner un dirigeant, faisant ici référence à Bunyoni) est persécuté.* » Ces sentiments n'ont pas duré longtemps. Le commandant d'un camp militaire a déclaré que le président avait agi intelligemment et que ceux qui avaient l'intention de le renverser devraient abandonner leurs projets.⁶⁵

⁵⁸ Photos et vidéos visionnées par l'IDHB, mai 2023.

⁵⁹ Entretien avec un officier militaire, 22 juillet 2023.

⁶⁰ Entretiens avec des policiers, 12 et 22 juillet 2023.

⁶¹ Entretiens avec des policiers, 12, 20 et 21 juillet 2023, et information de la part d'autres membres des forces de sécurité, mai 2023.

⁶² Entretien avec un commissaire de police, 12 juillet 2023.

⁶³ Entretiens avec des officiers militaires et de police, 15 juin 2023 ; entretien avec un policier, 12 juillet 2023.

⁶⁴ Conversation avec un commissaire de police, 28 août 2023.

⁶⁵ Entretien avec un officier militaire, 15 juin 2023.

Une dynamique similaire a été observée dans la police. Certains policiers qui avaient été proches de Bunyoni ou avaient travaillé avec lui au sein de la police nationale lorsqu'il était ministre de la Sécurité publique ont dû subir des commentaires humiliants de la part de collègues qui les narguaient, affirmant que Bunyoni ne pouvait plus les protéger. Un policier a déclaré que de nombreux collègues du commissariat provincial où il travaillait faisaient désormais confiance au président.⁶⁶ À un niveau plus élevé, même un commissaire de police connu pour sa répression contre les opposants au gouvernement de Nkurunziza avait commencé à comparer favorablement Ndayishimiye à son prédécesseur, affirmant qu'il était différent de Nkurunziza parce qu'il était capable de prendre des décisions, même si celles-ci déplaisaient aux personnes proches du « système ». À l'inverse, a-t-il expliqué, Nkurunziza avait l'habitude de fermer les yeux sur les personnes proches du « système » qui volaient et détournaient les biens de l'État. Que ces opinions soient sincères ou non, il avait adopté une stratégie de pragmatisme et d'autoprotection. « *Nous sommes obligés de nous aligner derrière lui (Ndayishimiye)* », a-t-il conclu. « *Sinon, celui qui voudra lui mettre un bâton dans les roues, malheur à lui.* »⁶⁷

4. Les *Imbonerakure* : une arme imprévisible dans l'arsenal du CNDD-FDD

Comme les années précédentes, et malgré les instructions contraires du président Ndayishimiye, les *Imbonerakure* – qui n'ont aucun pouvoir de maintien de l'ordre – ont continué à exercer des fonctions de « sécurité » dans plusieurs provinces et à appréhender et punir les auteurs présumés de délits, parfois avec la collaboration d'autorités locales.

Depuis fin 2022, des *Imbonerakure* ont battu et tué plusieurs membres du CNL dans différentes régions du pays. Il n'est pas clair si ces attaques étaient politiquement motivées, même si les *Imbonerakure*, en tant que membres de la communauté locale, connaissaient presque certainement l'affiliation politique des victimes. Dans certains cas, les *Imbonerakure* ont accusé les victimes de vol ou d'autres délits présumés avant de les punir. Les *Imbonerakure* ont également battu et tué des personnes dont on ignorait si elles appartenaient à un parti politique. Dans quelques cas, des *Imbonerakure* ont été arrêtés en lien avec ces attaques, mais dans la majorité des incidents, ils n'ont été ni arrêtés ni tenus à répondre de leurs actes.

Comme au cours des deux dernières années, le comportement des *Imbonerakure* a varié considérablement d'une zone géographique à l'autre, dépendant en partie de l'attitude des dirigeants locaux du CNDD-FDD et des autorités administratives locales. Les habitants de certaines provinces ont rapporté que le comportement des *Imbonerakure* s'était amélioré. Un membre du CNL a indiqué que dans sa zone, les tensions entre les *Imbonerakure* et les membres des partis

⁶⁶ Entretien avec un policier, 15 juin 2023.

⁶⁷ Conversation avec un commissaire de police, 2 juin 2023.

d'opposition avaient diminué et des structures avaient été mises en place pour gérer les individus qui se comportaient mal.⁶⁸

En 2022, Révérien Ndikuriyo avait parcouru le pays dans le cadre d'un programme de formation des *Imbonerakure*, attisant leur ferveur et les incitant à attaquer leurs opposants politiques en amont des prochaines élections.⁶⁹ Ce genre de discours était plus rare au premier semestre 2023, mais en mai 2023, Ndikuriyo a de nouveau assumé le recours à la violence dans un discours devant les membres du CNDD-FDD dans la province de Bubanza.

Un membre du CNDD-FDD présent à la réunion a déclaré que Ndikuriyo avait donné son feu vert aux *Imbonerakure* pour se débarrasser de tout obstacle en période préélectorale. Comme dans certains de ses discours précédents, Ndikuriyo a raconté qu'il avait payé 5 millions de francs burundais (environ 1 760 USD) pour qu'un prétendu opposant armé connu sous le nom de Kaburimbo lui soit amené vivant ou mort.⁷⁰ Il a prévenu que si quelqu'un tentait de se mettre en travers du CNDD-FDD, il ne s'échapperait pas, et il a fait un geste avec ses mains pouvant être interprété comme une indication que la personne serait tuée. Ndikuriyo a déclaré qu'il savait qu'il avait la réputation d'un tueur et qu'il l'acceptait. Il a fait l'éloge du CNDD-FDD, rappelant que le parti était né dans le sang et non par des négociations, qu'il n'était pas question de quitter le parti et que quiconque tenterait de le quitter serait poursuivi. Il a assuré que le CNDD-FDD gouvernerait pendant au moins 100 ans.⁷¹

Dans un discours prononcé dans la province de Muyinga le 24 mai 2023, Ndikuriyo a adopté un ton un peu plus doux ; un *Imbonerakure* présent à la réunion a commenté un changement notable dans sa rhétorique. Ndikuriyo a déclaré que les gens ne devraient pas être forcés d'assister aux réunions du CNDD-FDD, mais a prédit qu'ils rejoindraient le parti de leur propre gré. Il a répété l'histoire de Kaburimbo et a affirmé qu'on lui avait remis son cadavre. Il a demandé : « *Ne pensez-vous pas que j'irai au paradis ?* »⁷²

Certaines autorités locales et représentants locaux du CNDD-FDD ont également pris fermement position contre la présence du CNL dans leur localité. Dans la commune Gihanga, province de Bubanza, le 20 mai 2023, trois semaines après le discours de Ndikuriyo dans la région, Rémy Nsengiyumva, le représentant local du CNDD-FDD de la colline Gihungwe, a ordonné aux habitants de ne pas louer leurs maisons pour que le CNL les utilise comme permanences et a délivré un avertissement sévère à quiconque défierait cet ordre. « *Personne ne devrait accepter de l'argent du CNL pour louer sa maison. Je vous le dis. Celui qui accepte cet argent pour sa maison et si le*

⁶⁸ Entretien avec un membre du CNL, 27 juin 2023.

⁶⁹ Voir l'Initiative pour les droits humains au Burundi, « Une alliance précaire : qui détient le pouvoir au Burundi ? », https://burundihri.org/french/february_2023.php, février 2023.

⁷⁰ Pascal Ninganza, alias Kaburimbo, a été assassiné en 2020. Voir l'Initiative pour les droits humains au Burundi, « Rumonge : actes de torture et meurtres au nom de la sécurité », https://burundihri.org/french/march_2021.php, mars 2021, et « Une paix de façade, la peur au quotidien : les dessous de la crise des droits humains au Burundi », https://burundihri.org/french/january_2020.php, janvier 2020.

⁷¹ Entretien avec un membre du CNDD-FDD, 3 mai 2023.

⁷² Entretien avec un *Imbonerakure*, 26 mai 2023.

*drapeau du CNL est hissé ici à Gihungwe, où il n'y en a pas eu (de drapeau du CNL) depuis 2005, celui qui prend cet argent assume tout (ce qui va suivre), car il aura incendié le village de Gihungwe. Il aura mis des charbons ardents dans ses vêtements et la guerre qu'il aura déclenchée commencera avec lui et finira avec lui... Oui !... On est d'accord ?... Oui ! »*⁷³ Au moment de la rédaction du présent document, aucune sanction ou autre mesure n'avait été prise contre Nsengiyumva.

Une résurgence des violences de la part des *Imbonerakure* reste une menace réelle, notamment à l'approche des élections législatives de 2025. Il n'est pas encore clair si les discours enflammés de Ndikuriyo à la jeunesse du parti sont autre chose que de la fanfaronnade, mais son expression répétée de soutien à la violence contre ses opposants est alarmante, en particulier lorsqu'elle est reprise par des représentants locaux du CNDD-FDD. Le message étonnamment emphatique du président Ndayishimiye aux *Imbonerakure* leur confiant la sécurité du Burundi, prononcé lors de la Journée des *Imbonerakure* le 26 août 2023, est également inquiétant, car il s'attendait à ce qu'ils leur demandant de s'engager dans un travail légitime et de se concentrer sur le développement (voir « L'impondérable à la tête du parti : Révérien Ndikuriyo »).



Les *Imbonerakure* défilent devant les spectateurs lors de la Journée des *Imbonerakure* dans la province de Makamba, le 26 août 2023. © 2023 privé

Depuis de nombreuses années, des uniformes policiers ou militaires ont été distribués à certains *Imbonerakure*. Non seulement cela leur a donné un sentiment disproportionné de leur pouvoir et les a encouragés à commettre des abus, mais cela a parfois rendu difficile de les différencier des membres des forces de sécurité. Début 2022, des membres du CNDD-FDD ont recruté des

⁷³ Vidéo d'extraits du discours de Rémy Nsengiyumva à Gihungwe, le 20 mai 2023, et informations d'un témoin qui a assisté à la réunion, 2 juin 2023.

Imbonerakure pour participer à l'opération militaire burundaise dans l'est de la République démocratique du Congo. Certains *Imbonerakure* ont reçu des uniformes de police lors de leur passage en RDC. D'autres portaient des uniformes militaires burundais lorsqu'ils participaient à des opérations militaires.⁷⁴

De façon inattendue, le 4 septembre 2023, le porte-parole de la Force de défense nationale du Burundi a publié une déclaration interdisant aux civils de porter des uniformes similaires à ceux de la police ou de l'armée et donnant un délai de deux semaines pour que les personnes puissent remettre ces uniformes. Le communiqué souligne les risques pour la sécurité puisque des « *groupes terroristes* » pourraient utiliser ces uniformes ; la déclaration ne faisait pas référence aux *Imbonerakure*, même si en tant que civils, ils sont contraints d'obéir à cette instruction.⁷⁵

Au moment de la rédaction du présent rapport, il est trop tôt pour savoir si et dans quelle mesure les *Imbonerakure* ont commencé à se conformer à cet ordre ou comment les forces de sécurité veilleront à ce que leurs instructions soient respectées. Cependant, juste avant l'annonce, un message de Shabani Nimubona, le chef des *Imbonerakure* dans la province Muyinga, a commencé à circuler dans les groupes WhatsApp, ordonnant aux *Imbonerakure* de conserver leurs uniformes militaires ou policiers : « *Ceux qui portent les habits semblables à ceux des corps chargés de la sécurité et de la défense ont l'ordre de les conserver et d'éviter de les porter pour ne pas... gâcher les bienfaits dont nous jouissons* », a écrit Nimubona. « *Nous demandons aux responsables des Imbonerakure des communes Butihinda et Muyinga de toutes les zones et collines de s'exécuter dans la prudence et dans l'immédiat sans que personne ne soit blessé. Conservez-les, le reste viendra après, et évitez que cela ne vous crée des discordes avec nos frères, pour qu'ils poursuivent avec professionnalisme les affaires de la sécurité sans gêne de notre part.* »⁷⁶

5. Crise au sein du CNL

Alors que les principaux dirigeants du parti au pouvoir se battent au sommet, le principal parti d'opposition, le CNL, a connu des développements tout aussi dramatiques, dont certains pourraient menacer non seulement son propre avenir, mais également celui de l'opposition politique au Burundi.

Une certaine frustration à l'égard du président du CNL, Agathon Rwaswa, et de son style de leadership couvait depuis un certain temps au sein de la hiérarchie du parti, dont certains reprochaient à Rwaswa, entre autres, son absence de responsabilisation et sa réticence à permettre à d'autres dirigeants potentiels d'émerger.

⁷⁴ Voir l'Initiative pour les droits humains au Burundi, « Une opération de dissimulation : La mission secrète du Burundi au Congo », https://burundihri.org/french/july_2022.php, juillet 2022 ; informations provenant d'une source confidentielle, 23 août 2022.

⁷⁵ Force de défense nationale du Burundi, État Major Général, « Point de presse », <https://twitter.com/fdnbbi/status/1698736571204149671>, 4 septembre 2023.

⁷⁶ Traduction d'extraits du message WhatsApp de Shabani Nimubona, 2-3 septembre 2023.

Les tensions ont atteint leur paroxysme en avril 2023, lorsque Rwaswa a limogé 11 membres de la direction du parti – le bureau politique – les accusant de dissidence. Les soi-disant dissidents ont sollicité l'intervention du ministre de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique.⁷⁷ Saisissant cette opportunité pour affaiblir le principal opposant du gouvernement, le ministre s'est rangé aux côtés des détracteurs de Rwaswa.⁷⁸ Après un échange de correspondance virulent, chacun accusant l'autre de violer les statuts du parti et d'autres délits présumés, le ministre a suspendu toutes les activités du CNL le 2 juin. Seules les réunions visant à résoudre les tensions au sein du parti étaient autorisées, et même dans ce cas, uniquement avec l'autorisation préalable du gouvernement.⁷⁹ Des policiers ont été déployés devant le siège du CNL à Bujumbura le 3 juin. À l'heure de la rédaction du présent document, le parti n'est toujours pas en mesure d'organiser la plupart de ses activités et ses bureaux restent fermés, même s'il n'y a plus de présence policière à son siège.

Dans une nouvelle escalade, le 4 juillet, 10 des membres évincés du bureau politique, qui sont également membres du Parlement,⁸⁰ ont publié une déclaration annonçant qu'ils suspendaient Rwaswa du poste de président du CNL, l'accusant de « *manquements graves* ». ⁸¹ Le secrétaire général du CNL, Simon Bizimungu, partisan de Rwaswa, a refusé d'assumer le poste de dirigeant par intérim,⁸² ce qui a amené les membres dissidents à annoncer, le 14 août, qu'ils le limogeaient également et nommaient une remplaçante.⁸³

Un membre du bureau politique a déclaré que Rwaswa n'avait pas suivi les règles internes du parti et n'était pas disposé à discuter des désaccords avec les membres évincés de la direction politique : « *(Rwaswa) a refusé de venir s'asseoir avec nous. Nous lui avons tendu la main et il nous a répondu par une radiation des membres du bureau politique.* »⁸⁴

Finalement, à l'issue d'une réunion entre la direction du CNL et le ministre de l'Intérieur le 4 août, le ministre a autorisé le CNL à préparer un congrès extraordinaire pour tenter de résoudre la crise. Au moment de la rédaction du présent document, la date du congrès n'avait pas encore été fixée.

⁷⁷ Le ministère de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique est responsable de la surveillance des partis politiques.

⁷⁸ Copie de la lettre de Martin Niteretse, ministre de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique, au président et représentant légal du CNL, 17 mai 2023 ; Iwacu, « Le ministère de l'Intérieur rejette les conclusions des congrès du CNL », <https://www.iwacu-burundi.org/le-ministere-de-linterieur-rejette-les-conclusions-des-congres-du-cnl/>, 20 mai 2023.

⁷⁹ Lettre de Martin Niteretse, ministre de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique, au président et représentant légal du CNL, <https://twitter.com/Ikiriho/status/1665961608512782342>, 2 juin 2023.

⁸⁰ Depuis 2020, le CNL dispose de 32 des 123 sièges de l'Assemblée nationale.

⁸¹ « Décision du 04 juillet 2023 portant mesure de suspension de l'Honorable Agathon Rwaswa aux fonctions de président et représentant légal du parti CNL », signée par 10 membres du bureau politique du CNL et membres du parlement, <https://twitter.com/BurundiCnl/status/1677613887615557632>, 4 juillet 2023.

⁸² Iwacu, « CNL : le secrétaire général rejette l'offre d'assurer l'intérim après la suspension d'Agathon Rwaswa », <https://www.iwacu-burundi.org/cnl-le-secetaire-general-rejette-loffre-dassurer-linterim-apres-la-suspension-dagathon-rwaswa/>, 4 juillet 2023.

⁸³ Communiqué de presse du 14 août 2023 : <https://twitter.com/BurundiCnl/status/1691083778230304770>.

⁸⁴ Échange avec un membre du bureau politique du CNL ayant une connaissance directe de ces événements, 4 août 2023.

À ce jour, ces divisions profondes ne semblent pas se refléter largement parmi les membres de base du parti. Rwaswa – un ancien chef rebelle⁸⁵ – est toujours populaire parmi les membres du CNL, dont beaucoup lui sont restés fidèles et considèrent ses détracteurs au sein du parti comme des traîtres.⁸⁶ Comme pour le CNDD-FDD, les luttes internes au CNL se limitent largement à la direction nationale. Un membre du CNL dans une province éloignée de Bujumbura a déclaré que les conflits se déroulaient « *dans la sphère supérieure* » et que le mouvement dissident n'était pas actif dans sa province : « *Nous ne sommes pas concernés par ce conflit d'intérêts.* » Il a indiqué que malgré une campagne menée par certains membres du CNL contre le leadership de Rwaswa, de nombreux membres continuaient à le soutenir.⁸⁷ Plusieurs représentants provinciaux du CNL n'ont pas tardé à condamner l'action des membres dissidents et ont affirmé que Rwaswa était toujours à la tête du parti.⁸⁸ Mais d'autres membres du CNL ont exprimé leurs inquiétudes quant à l'avenir du parti.

Les conséquences de cette rupture sont potentiellement très graves et vont au-delà de la paralysie immédiate des activités du CNL. Bien que d'autres partis politiques existent au Burundi, dans la pratique, le CNL est le seul parti capable de contester sérieusement le CNDD-FDD depuis plusieurs années, malgré les intimidations incessantes, les arrestations arbitraires, les assassinats et les disparitions forcées de ses membres. S'il cesse d'exister ou se réduit à une faction susceptible d'être compromise ou achetée par le gouvernement, la victoire du CNDD-FDD sera plus facile. En même temps, le CNDD-FDD a besoin du CNL, ou d'une certaine forme d'opposition politique, pour donner l'impression qu'il existe un minimum de démocratie au Burundi.

De nombreux débats ont eu lieu, à l'intérieur et à l'extérieur du CNL, sur la question de savoir si les difficultés actuelles du parti sont le résultat d'une dissidence interne ou d'une ingérence du gouvernement, ou d'une combinaison des deux. Quoi qu'il en soit, le résultat est le même : celui d'une rupture interne considérable du principal parti d'opposition et un cadeau au gouvernement.⁸⁹

Un député du CNL a dénoncé ce qu'il considère comme une collusion entre le gouvernement et les dissidents du CNL : « *Le ministère travaille avec un groupe de personnes qui veulent saboter le parti... On ne peut pas nier qu'il y a un problème dans le parti, mais cela devrait être résolu par le parti, à travers les mécanismes du parti... Nous avons senti qu'il y avait un problème avant que le ministère n'intervienne. (Puis) lorsque le Ministre a vu une opportunité pour anéantir les activités du principal parti d'opposition, il l'a exploitée.* »⁹⁰ Un haut responsable du CNL a qualifié les

⁸⁵ Agathon Rwaswa a dirigé les Forces nationales de libération (FNL), la branche armée du Parti pour la libération du peuple hutu (PALIPEHUTU), parti d'opposition créé en 1980. Les FNL ont combattu le gouvernement dominé par les Tutsis pendant la guerre civile qui a débuté en 1993. Elles se sont transformées en parti politique en 2009 et ont été rebaptisées CNL en 2019.

⁸⁶ Entretien avec un membre du CNL, 13 juillet 2023 ; entretien avec un ancien politicien membre du CNL, 18 mai 2023.

⁸⁷ Entretien avec un membre du CNL, 27 juin 2023.

⁸⁸ Entretien avec un représentant provincial du CNL, 13 juillet 2023. Voir également, « Coups et contre-coups au sein du CNL », <https://www.iwacu-burundi.org/coups-et-contre-coups-au-sein-du-cnl/>, 8 juillet 2023.

⁸⁹ Le journal indépendant Iwacu a publié deux éditoriaux décrivant comment les troubles internes au CNL profiteront au gouvernement et leur impact probable sur le paysage démocratique au Burundi. Voir « Le rouleau compresseur avance... », <https://www.iwacu-burundi.org/le-rouleau-compresseur-avance/>, 30 juin 2023, et « Le CNL s'autodétruit », <https://www.iwacu-burundi.org/le-cnl-sautodetruit/>, 7 juillet 2023.

⁹⁰ Entretien avec un membre du parlement membre du CNL, 8 juin 2023.

dissidents de « *mercenaires travaillant pour le compte du CNDD-FDD... Leur objectif est que le CNL soit rayé de la liste des partis politiques afin que le CNDD-FDD n'ait plus de concurrence, ni maintenant ni jamais.* » Il a accusé le ministre de l'Intérieur d'être juge et partie, et de prendre parti dans la crise du CNL. « *Toutes les autorités du CNDD-FDD aimeraient qu'il (le CNDD-FDD) soit le seul aux élections de 2025. Le président aimerait cela aussi car ça l'aiderait en 2027.* »⁹¹

Lors d'une émission publique du 12 juillet 2023, Pierre Nkurikiye, porte-parole du ministère de l'Intérieur, a nié que quiconque extérieur au CNL soit à l'origine de la fracture. Il a indiqué que le ministre avait décidé de suspendre les activités du CNL car si de grands rassemblements avaient lieu, des affrontements entre les membres des factions opposées pourraient éclater.⁹²

Dans la pratique, la crise du CNL ne semblait pas menacer l'ordre public ni justifier une ingérence aussi sévère de la part du gouvernement. L'intervention du ministre visait clairement à paralyser le principal parti d'opposition du pays et était caractéristique. Le gouvernement burundais, en particulier sous l'ancien président Nkurunziza, a une longue histoire de division des partis d'opposition, de cooptation de certains membres et de reconnaissance uniquement des factions progouvernementales – un processus communément appelé au Burundi *nyakurisation*.⁹³

Ces évolutions aggravent la vulnérabilité des membres du CNL, en particulier ceux qui soutiennent Rwasa. La répression gouvernementale ainsi que les attaques des *Imbonerakure* contre des membres du CNL se sont poursuivies en 2023, même si elles n'ont pas la même ampleur que lors des élections de 2020. L'IDHB a recueilli des informations concernant au moins cinq cas de membres du CNL qui ont été assassinés, enlevés ou battus à mort entre décembre 2022 et juin 2023, dans cinq provinces différentes. Les motifs de ces attaques n'étaient pas toujours clairs. Un représentant local du CNL a exprimé ainsi ses craintes pour la période précédant les élections législatives de 2025 : « *Nous nous rapprochons des élections et nous savons que c'est la période la plus difficile pour nous.* »⁹⁴

Des dirigeants et des représentants locaux du CNDD-FDD ont intensifié la pression sur les membres du CNL afin qu'ils rejoignent le parti au pouvoir au cours des deux dernières années, en employant des tactiques allant des promesses d'emplois aux menaces de violence, voire de mort. Certains membres du CNL ont résisté aux pressions, mais d'autres ont cédé, craignant pour leur sécurité. Un représentant local du CNL a déclaré que dans sa localité, des *Imbonerakure* ainsi que d'autres membres du CNDD-FDD se rendaient de maison en maison, intimidant les membres du CNL et leur disant que leur parti ayant été « *rayé de la liste* », ils n'avaient d'autre choix que

⁹¹ Entretien avec un haut responsable du CNL, 10 août 2023.

⁹² Émission des porte-paroles du gouvernement, Muramvya, 12 juillet 2023.

⁹³ Les FNL ont connu ce sort par le passé, notamment en 2010 lorsqu'elles se sont scindées en deux factions : l'une, dirigée par Emmanuel Miburo et Jacques Bigirimana, qui a coopéré avec le gouvernement, et l'autre, dirigée par Agathon Rwasa, qui a continué d'agir comme un parti de l'opposition. D'autres partis tels que le FRODEBU, l'UPRONA et l'UPD-Zigamibanga ont également été divisés en plusieurs factions par les précédents ministres de l'Intérieur, ce qui a conduit à la marginalisation ou à l'exclusion de dirigeants peu disposés à suivre la ligne du gouvernement. En raison de ces tactiques, la plupart de ces partis ont été considérablement affaiblis ou, dans certains cas, presque détruits.

⁹⁴ Entretien avec un représentant local du CNL, 9 juillet 2023.

d'adhérer au CNDD-FDD ; certains membres du CNL l'avaient fait parce qu'ils avaient peur d'être arrêtés.⁹⁵ La suspension des activités du CNL permettra au CNDD-FDD de coopter plus facilement les membres du CNL qui pourraient craindre que les jours de leur parti soient comptés.

Un représentant local des *Imbonerakure* a déclaré que si le CNL réémergeait sous la direction de Rwasa après les récents événements, cela serait considéré comme un échec pour le CNDD-FDD. Il a averti en privé – dans un langage exagéré – que le CNDD-FDD allait complètement anéantir le CNL afin qu'il n'en reste plus aucune trace. Il a exprimé sa frustration face au fait que pendant de nombreuses années, le CNDD-FDD avait tenté de faire disparaître le CNL, notamment en arrêtant ses membres et en « *travaillant sur eux* », mais que le CNL avait tenu bon. Il a déclaré que les *Imbonerakure* se remettraient bientôt au travail et que « *l'ennemi sera arrêté, même s'il se cache.* »⁹⁶

6. Un avenir incertain : Ndayishimiye réussira-t-il à consolider sa position ?

De nouvelles alliances ont peut-être donné un coup de pouce temporaire à Ndayishimiye, mais rien ne garantit que ses partisans actuels le soutiennent sur le long terme. En agissant contre Bunyoni et ses collaborateurs, Ndayishimiye se sera aliéné des membres autrefois puissants du CNDD-FDD, des forces de sécurité et du SNR, et éventuellement certains hommes d'affaires proches de Bunyoni. À moins qu'ils n'aient le sentiment d'avoir quelque chose à gagner des nouvelles dispositions, des partisans frustrés de la ligne dure pourraient tenter de reconquérir leur position dominante, entraînant des conséquences imprévisibles.

La grave crise économique pourrait accroître la frustration parmi les détracteurs de Ndayishimiye au sein du CNDD-FDD, et il pourrait être contraint de faire marche arrière, ou de ralentir, dans sa purge des partisans de la ligne dure qui dérangent. Confronté à ce qui semblait être une menace réelle de la part de Bunyoni, il était prêt à agir de manière décisive, mais s'il prend des mesures similaires contre ses autres détracteurs au sein du parti, sa stratégie pourrait aggraver le ressentiment persistant. Les événements passés au Burundi ont montré à quelle vitesse la balance peut basculer. Le CNDD-FDD s'est montré impitoyable en se retournant contre certains de ses propres dirigeants. L'arrestation de Bunyoni a rappelé à de nombreux Burundais le sort de Hussein Radjabu, le chef charismatique du CNDD-FDD, renversé par Nkurunziza, arrêté en 2007 et condamné à 13 ans de prison.⁹⁷ Nkurunziza a survécu à ces événements, mais la position de Ndayishimiye est peut-être moins sûre.

⁹⁵ Entretien avec un représentant local du CNL, 12 juillet 2023.

⁹⁶ Entretien avec un représentant local des *Imbonerakure*, 21 juillet 2023.

⁹⁷ Dans une extraordinaire démonstration de défi, Hussein Radjabu, qui jouissait toujours d'un large soutien, s'est « *évadé* » de la prison de Mpimba, en sortant sans encombre en 2015. Il a quitté le pays et a rejoint l'opposition armée en exil. On ignore où il se trouve actuellement. Selon des informations non confirmées, il pourrait être décédé.

Issu du CNDD-FDD, Ndayishimiye sait qu'il ne peut compter sur le soutien inconditionnel de personne. Bien qu'il ait été un combattant du CNDD-FDD dès ses débuts, il n'a pas bâti sa réputation sur la peur et le sang versé et doit donc s'appuyer sur d'autres formes de persuasion. Le président Nkurunziza s'est appuyé sur un groupe de sbires brutaux pour faire face à ses opposants, dont beaucoup ont cédé sous ses tactiques musclées, craignant d'être tués. Il n'est pas clair si le mélange de bravade et de menaces verbales de Ndayishimiye envers ceux qui s'opposent à lui aura le même effet.

Ndayishimiye devra mettre en balance ses propres intérêts avec ceux du parti. À l'heure actuelle, dans un contexte de désarroi du CNL, la domination du CNDD-FDD apparaît comme une quasi-certitude, du moins à moyen terme, mais même lorsqu'il n'est confronté à aucune menace sérieuse, le gouvernement refuse de tolérer les critiques. À cet égard, il existe une nette continuité entre les périodes des présidences de Ndayishimiye et de Nkurunziza. Ndayishimiye a peut-être mis à l'écart une partie de la vieille garde, mais leur influence est toujours visible dans les restrictions strictes actuelles de la liberté d'expression et de l'espace civique ; par exemple, la journaliste Floriane Irangabiye purge actuellement une peine de 10 ans de prison pour avoir critiqué le gouvernement dans une émission de radio en ligne.⁹⁸ Ndayishimiye n'a pas été disposé à mettre fin aux restrictions à la liberté d'expression et d'association, et son gouvernement a refusé de s'engager dans des discussions significatives sur les droits humains avec les gouvernements bailleurs de fonds, les mécanismes des droits humains des Nations Unies ou d'autres interlocuteurs internationaux.⁹⁹

La faiblesse des gouvernements étrangers au moment de faire preuve de fermeté en matière de droits humains ainsi que leur volonté apparente de croire aux promesses vides de Ndayishimiye ont exacerbé le problème. Soulagés d'avoir affaire à un président superficiellement plus ouvert que Nkurunziza, de nombreux diplomates ont été prompts à prendre le discours de Ndayishimiye au pied de la lettre en 2020. Trois ans plus tard, certains ont commencé à réaliser qu'il s'agissait en grande partie d'une façade de relations publiques destinée à impressionner les bailleurs de fonds et à redorer l'image du gouvernement. Dès le départ, la stratégie de Ndayishimiye a été de se livrer à de grands gestes publics et à des discours théâtraux, au cours desquels il professe son engagement personnel en faveur des réformes du système judiciaire et donne en spectacle le licenciement de juges corrompus ou humilie les autorités locales qui abusent de leur pouvoir, dans une tentative d'obtenir le soutien du public. Mais sa réticence à imposer des réformes profondes en matière de droits humains révèle un certain degré d'hypocrisie et remet en question ses engagements verbaux.

⁹⁸ L'Initiative pour les droits humains au Burundi, « Floriane Irangabiye : une nouvelle victime d'une justice politisée », https://burundihri.org/french/february_2023_2.php, 8 février 2023.

⁹⁹ Le gouvernement burundais refuse de coopérer avec le Rapporteur spécial de l'ONU sur le Burundi. Le 3 juillet 2023, la délégation burundaise s'est retirée d'un examen de sa situation des droits humains devant le Comité des droits de l'homme de l'ONU en raison de la présence dans la salle d'un défenseur burundais des droits humains en exil. Voir le Haut Commissariat des Droits de l'homme, « Le Comité des droits de l'homme des Nations Unies regrette le retrait du Burundi du dialogue public », [https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2023/07/un-human-rights-committee-regrets-burundis-withdrawal-public-dialogue#:~:text=GENEVA%20\(3%20July%202023\)%20%E2%80%93,of%20the%20delegation%20from%20Burundi](https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2023/07/un-human-rights-committee-regrets-burundis-withdrawal-public-dialogue#:~:text=GENEVA%20(3%20July%202023)%20%E2%80%93,of%20the%20delegation%20from%20Burundi), 3 juillet 2023.

Les perspectives pour les mois à venir sont incertaines. Selon la position des hauts responsables du CNDD-FDD, les acquis de Ndayishimiye pourraient être consolidés ou renversés. Une recrudescence des violences contre les rivaux du parti est probable à l'approche des élections législatives de 2025, comme cela a été le cas lors des trois dernières périodes électorales au Burundi. Les acteurs internationaux devraient exhorter Ndayishimiye à profiter de sa position de force actuelle afin de mettre en œuvre des réformes audacieuses qui auront un impact durable sur la situation des droits humains. Il devrait notamment mettre fin à l'impunité qui protège Bunyoni ainsi que d'autres auteurs de graves violations des droits humains depuis tant d'années, lever les restrictions qui pèsent sur l'espace civique et politique, et créer les conditions pour des élections libres et pacifiques en 2025.